

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 - Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-24-96-LL
Code AIOT : 0006104072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement PURFER implanté RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- RD 147 - Quartier de la Gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société PURFER exploite dans la zone industrielle de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU des installations de transit, de tri, de regroupement et de broyage de ferraille et métaux.

Elle reçoit notamment sur son site :

- des déchets de métaux ferreux et non ferreux,
- des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E),
- des véhicules hors d'usage (VHU) en provenance de centres agréés VHU ou de particuliers (la société PURFER est elle-même centre agréé VHU)

Le site PURFER s'étend sur 6,29 ha (62 981 m²), avec son flanc nord situé le long de la voie ferrée Lyon-Grenoble. L'entreprise emploie une quarantaine de personnes en 1 équipe. Historiquement, le site a comporté une fonderie de Zamak (mélange zinc et alu), dont la cessation d'activité ICPE date de 1999. L'activité principale actuelle est liée à la présence d'un broyeur de forte capacité (100 t par heure), depuis 1969 sur ce site.

Environ 190 000 t par an de déchets métalliques sont traités par le broyeur principal, suivi d'opération de tri post-broyage, dont il résulte des métaux ferreux, des métaux non ferreux, des fractions plastiques, des fractions combustibles, des inertes et des résidus ultimes. La société est par ailleurs agréée pour la dépollution des VHU et pour leur broyage (dernier arrêté d'agrément : 20 juillet 2018).

Une autre partie des déchets métalliques est réceptionnée puis entreposée par catégorie, pour massification. Des lots de 25 tonnes ou plus sont constitués avant chargement d'un semi-remorque et expédition vers la fonderie ou autre site de recyclage final. Environ 50 % des sorties de ferrailles et métaux du site se font par voie ferrée.

L'ICPE PURFER est classée sous le régime de l'autorisation depuis juillet 2000. Les principales rubriques ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire (APC) en 2014 : 2712, 2713, 2714, 2718, 2790 et 2791. En 2014, une mise à jour du classement ICPE est actée par arrêté préfectoral complémentaire et attribue l'ensemble de la surface du site à la rubrique 2713.

Le site est soumis à la réglementation dite IED (Directive sur les émissions industrielles, applicable aux grands sites industriels au niveau européen). Le renforcement des exigences environnementales liées à ce classement ainsi que le vieillissement de certaines installations a conduit l'exploitant à engager un profond renouvellement du site dans son ensemble. Après de multiples reports de la décision de modernisation du site, les travaux ont démarré début 2023 par la destruction de certains bâtiments au sud-ouest du site. Un budget de plusieurs dizaines de millions d'€ est engagé en 2023 afin de remplacer totalement le broyeur principal tout en le repositionnant au sud-ouest du site. Ces travaux très importants impliquent également la reprise des 3/4 de la surface de la dalle béton et de nombreux équipements annexes.

Les eaux de ruissellement sur plateforme sont depuis l'an 2000 ramenées de l'ouest de la plateforme (bassin de rétention) vers le sud-Est du site par une canalisation longeant le sud du site. Ces eaux qui étaient préalablement infiltrées (avant l'an 2000) rejoignent le réseau d'eaux usées de Saint-Pierre de Chandieu puis un collecteur qui les achemine jusque la STEP de St Fons sous maîtrise d'ouvrage du Grand Lyon.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 X et 3.2 III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Consommation eau de forage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	suite MED 2022 – bassin de rétention	AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence la nécessité de revoir le cadre de l'autosurveillance des rejets aqueux du site, en lien avec la réglementation IED (réglementation européenne pour les grands sites industriels). Des propositions de l'exploitant sont attendues dans un délai de 3 mois si l'exploitant a des demandes d'adaptation des valeurs limites d'émission (VLE) relevant de l'arrêté ministériel IED

du 17/12/2019. La mise à jour de l'arrêté préfectoral qui en découlera devra revoir les paramètres suivis et les valeurs limites d'émission. Sans proposition de l'exploitant, les VLE IED s'appliqueront directement au site.

Un nouvel équipement de rétention des eaux a été mis en service et l'exploitant a mis à jour les plans nécessaires.

Ces constats de l'Inspection permettent la levée complète de la mise en demeure du 12 août 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le site a été en travaux ces derniers mois. Les canalisations de collecte et les regards d'eau pluviale de ruissellement ont été refaits à neuf. Le sens d'écoulement général reste le même, en direction de l'ouest du site. Un nouvel ouvrage de recueil des eaux est installé en lieu et place de l'ancien bassin sur bâche plastique. Le nouvel ouvrage en béton comporte une capacité totale annoncée à 3105 m ³ contre 900 m ³ pour l'ancien bassin. Au sud de ce bassin, une installation de pompage renvoie les eaux souillées vers le point de rejet final du site, situé à l'extrémité sud-est. Un nouveau débourbeur-déshuileur, hors-sol, a été installé récemment avant le rejet final. Le plan fourni en version numérique après la visite d'inspection reprend bien ces éléments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction

de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, le rejet final des eaux de la plate-forme est de couleur foncée, probablement du fait de la présence d'hydrocarbures et de matières en suspension. Le rejet est actif (pompage-vidage en cours du bassin de rétention suite aux pluies). L'ouvrage de rejet est facile d'accès et sans communication avec le milieu naturel.</p> <p>Après ajout des eaux-vannes du bâtiment du personnel via un regard situé en aval du nouveau débourbeur-déshuileur aérien, le rejet final se dirige hors site vers le sud-est. L'exploitant indique que cette canalisation rejoint un bassin-tampon aménagé par la collectivité au profit d'industriels présents dans le Parc d'activité « Les portes du Dauphiné », avant que ces eaux ne rejoignent le collecteur principal des eaux usées (domestiques) de St Pierre de Chandieu à la STEP de St Fons.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ouvrage de rejet a été remis à neuf, avec les travaux de la plate-forme. Un espace dédié est prévu immédiatement en aval du débourbeur-déshuileur hors sol. Il n'est pas encore pourvu d'un débit mètre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant a un mois pour transmettre la preuve d'installation d'un débit-mètre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant est tenu de réaliser une analyse mensuelle (AP + réglementation IED). Cependant, l'exploitant considère que le prélèvement doit impérativement se faire par temps pluvieux. Ainsi, en 2022 et en 2023, seules 7 analyses sur les 12 prévues ont été réalisées. L'exploitant a effectivement commandé le 17/12/2021 11 analyses + 1 analyse 24h avec saisie GIDAF, pour l'année 2022. Le bon de commande du 16/01/2023 pour l'année 2023 indique 12 analyses simples.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de la mise en route du nouveau bassin de 3105 m ³ , subdivisé en 2 parties, il est demandé à l'exploitant dans un délai de 3 mois de présenter une procédure de programmation mensuelle des prélèvements afin de respecter le rythme mensuel de prélèvement. Ce prélèvement pourrait être asservi à une réserve d'eau temporaire réservée pour le prélèvement ou encore d'une augmentation du temps de rejet après un épisode pluvieux afin de permettre au laboratoire d'intervenir systématiquement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 X et 3.2 III
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées :Matières en suspension (MES) 60 mg/L mensuelle Demande chimique en oxygène (DCO) 180 mg/L mensuelle Carbone organique total (COT) 60 mg/L mensuelle PFOA semestrielle PFOS semestrielle Indice hydrocarbure 10 mg/L mensuelle Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,3 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 2 mg/L ; mensuelle Mercure (Hg) 5 µg/L mensuelle
Constats :

A l'issue de la précédente inspection le 4 juillet 2023, l'exploitant devait présenter, sous 6 mois, un complément à son projet de modernisation incluant la proposition de nouvelles VLE «Eaux» compatibles avec son statut IED et l'exutoire en aval de son point de rejet ainsi que l'étude d'implantation d'un préleveur automatique pour prise d'échantillon automatisée par temps pluvieux (déclenchement de la pompe), à raison d'une fois par mois. Ces éléments n'ont pas été transmis.

Le suivi des eaux de ruissellement sortant du site reste lacunaire.

Le tableau interne «Bilan EP SPDC 2023» relatif au suivi des résultats des analyses (7 en 2023) laisse apparaître plusieurs incohérences.

- Les valeurs limites de référence utilisées pour l'autosurveillance sont encore celles de l'AP du 17/07/2000. Seuls les PFOA / PFOS ont été ajoutés dans les paramètres suivis, conformément au référentiel IED en vigueur depuis août 2022.
- Les éventuelles erreurs de saisie telles que PH à 17 (analyse du 08/03/2023) ne font pas l'objet de correctif.
- L'exploitant refuse de prendre en compte les nouvelles VLE fixées dans l'arrêté ministériel «IED» du 17/12/2019, qui sont de fait beaucoup plus basses que celles de son arrêté préfectoral de 2000, en particulier pour les MES (60 contre 600) et DCO (180 au lieu de 2000). L'exploitant indique vouloir prendre en compte les% d'abattement de la STEP de Saint Fons mais indique n'avoir aucun lien direct avec le Grand Lyon du fait du bassin tampon collectif géré par la collectivité en charge du Parc d'activité.

La détection de cyanure dans l'eau mélangée à des hydrocarbures provenant d'un ancien séparateur eau/hydrocarbure a provoqué un refus de prise en charge par l'exutoire en date du 28/03/2024. L'exploitant indique avoir procédé au curage final de cet ouvrage qui a depuis été neutralisé, dans le cadre de la rénovation du bassin de rétention. L'exploitant a dirigé la citerne vers un nouvel exutoire pouvant accepter ce déchet.

D'une façon générale, la plate-forme PURFER doit limiter au maximum l'entrée de déchets dans le réseau d'eau de ruissellement du site. La plupart des activités sur site sont à l'air libre. Des convoyeurs capotés larguent au sol une certaine quantité de fines et débris divers, susceptibles d'être collectés avec les eaux de pluie. Lors de la visite, il a été constaté à l'ouest du site, au droit de l'équipement dédié au lavage en circuit fermé des poussières en sortie de broyeur principal (traitement d'air par voie humide), une accumulation au sol de boues sales et contaminant les eaux de ruissellement. Une partie de ces déchets tombent à côté du réceptacle prévu, directement sur la plate-forme.

Les eaux météoriques de ruissellement, sur une plate-forme imperméable de cette taille, génèrent plus de 20 000 m³ d'eau rejetée par an. Cet effluent rejoint in fine la station d'épuration de St Fons.

Le niveau de dépollution interne à PURFER avant rejet et le niveau d'autosurveillance doit être renforcé au regard de la réglementation IED.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le constat n°4, l'exploitant doit sous 3 mois présenter une procédure interne « *prévention de la contamination des eaux de ruissellement* », qu'il pourra intégrer au sein de son Système de management Environnemental, requis au titre de l'arrêté ministériel du 17/12/2019,

annexe 2 point I. Dans ce même délai, l'exploitant présente un rapport à connaissance visant à mettre à jour les VLE « eaux » du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir installé une pompe de vidage du bassin de rétention du site assurant un débit de 54 m³ / heure. Cette pompe sert à vider le nouveau bassin d'une capacité totale indiquée à 3105 m³. Une deuxième pompe redondante de même capacité sert en cas d'incident sur la première. L'exploitant prévoit l'installation d'un débit-mètre juste en aval du débourbeur-déshuileur (voir constat n°3).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>

Constats : L'établissement dispose d'un cadre GIDAF depuis 01/07/2000 qui nécessite d'être modifié compte tenu de la réglementation IED. En 2023, 7 déclarations sont présentes dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le groupe PURFER commande de façon groupée les analyses d'eaux, dont celles concernant uniquement les PFAS, pour une quarantaine de sites dans la grande région sud-est du groupe. Une première analyse PFAS a été faite lors du contrôle inopiné d'octobre 2023. Une présence de 6 PFAS parmi les 20 PFAS ciblés - à hauteur de 261 ng/l a été détectée, avec une limite de quantification à 10 ng/l. Puis en décembre, avec une limite de quantification cette fois de 100 ng/l (conforme à l'arrêté ministériel du 20/06/2023), une seconde analyse donne un résultat de 170 ng/l pour le PFOS, seul élément supérieur à cette limite de quantification pour chacun des 20 PFAS. Les résultats de la troisième analyse sont attendus prochainement et l'ensemble est en cours de chargement dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consommation eau de forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, eau de forage
Prescription contrôlée : M Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre

éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. N
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la modernisation du site, l'exploitant a installé une citerne aérienne d'un volume de 570 m³ alimentée par le forage dénommé « pompe forage RIA zone réception ». Cette citerne située au Nord du site sert en particulier à la défense incendie du site. Afin de protéger la tête de forage et la pompe des mouvements d'engins, l'installation est souterraine et implantée en un point légèrement surélevé de la dalle béton. L'accès au compteur, pour le relevage de l'indice, nécessite de soulever une plaque en fonte et d'amener une échelle.</p> <p>Lors de la visite, le compteur affiche l'indice 0252363. La consommation est de l'ordre de 3000 m³ sur les 6 derniers mois (indice 249 387 en septembre 2023) soit une moyenne de 16 m³ / j.</p> <p>Le relevé est fait mensuellement et non hebdomadairement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met en place un système de relevé hebdomadaire de l'eau de forage « pompe forage RIA zone réception » .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : suite MED 2022 – bassin de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PURFER est mise en demeure dans un délai de 2 mois de justifier les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel conformément à l'article 11 point IV de l'Arrêté Ministériel du 06/06/2018. A ce titre, la société PURFER justifiera le dimensionnement du bassin de rétention existant et/ou à créer au regard des différents événements à prendre en compte dans son étude de dangers actualisée, en y incluant les événements de type eaux de pluie s'additionnant aux eaux d'extinction incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé des éléments complémentaires dans le cadre du suivi de la mise en demeure. Un délai supplémentaire avait été accordé à l'exploitant.</p> <p>Pour mémoire, l'incendie du 12/06/2022 avait révélé une insuffisance de capacité du bassin de 900 m³, pour répondre à la fois à la rétention d'eau d'incendie du scénario le plus majorant et à un épisode pluvieux intense survenant pendant ou juste après l'incendie.</p>

Lors de la présente visite, il est constaté la présence d'un nouveau bassin en béton, d'une capacité totale de 3 105 m³, en lieu et place du bassin précédent d'une capacité de 900 m³. Ce nouvel ouvrage est subdivisé en 2 parties, permettant de conserver l'eau d'extinction en attente d'analyse tout en gérant un épisode pluvieux intense qui surviendrait pendant cette période.

Compte tenu de ce nouvel ouvrage, la mise en demeure du 12/08/2022 peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure